

FIL D'ACTUALITÉ

Suivez l'actualité 2019 mois par mois

Septembre 2019

Lundi 26 août

Les dirigeants du G7 se quittent ce lundi, jour de clôture du sommet. Pendant trois jours, le Président français Emmanuel Macron était entouré de l'Allemande Angela Merkel, de l'Italien Giuseppe Conte, de l'États-Unien Donald Trump, du Britannique Boris Johnson, du Japonais Shinzo Abe et du Canadien Justin Trudeau. La Russie est exclue des sommets depuis l'annexion de la Crimée en 2014. Sont également absents les autres membres des BRICS (Brésil, Inde, Chine, Afrique du Sud) et l'ensemble des autres pays du monde. Les incendies en Amazonie ont été au cœur des discussions, suscitant même de vives tensions diplomatiques entre la France et le Brésil. Peu avant la clôture du sommet, le Président français a annoncé en conférence de presse le déblocage d'une aide d'urgence de 20 millions d'euros pour aider le Brésil à lutter contre les feux de forêt. Le sommet aurait également été l'occasion pour le chef d'État français de tenter d'apaiser les tensions entre les pays occidentaux et l'Iran : dimanche 25 août, Emmanuel Macron a en effet convié à Biarritz le ministre des Affaires étrangères iraniennes afin de trouver une solution à la crise liée au nucléaire iranien. Enfin, Emmanuel Macron a également profité du G7 pour apaiser les tensions économiques entre la France et les États-Unis au sujet de la taxe Gafa que l'hexagone entend imposer aux géants du numérique états-uniens.

Lundi 26 août

En France, à l'occasion d'une allocution télévisée accordée par au JT du 20 heures, le Président Emmanuel Macron a évoqué la réforme des retraites. Par cette phrase « *Je préfère qu'on trouve un accord sur la durée de cotisation plutôt que sur l'âge. Ça me semble plus juste* », le Président a ainsi pris ses distances avec le rapport Delevoye qui préconise un âge pivot de 64 ans. La réforme des retraites doit voir le jour à la fin de l'année 2019.

Lundi 26 août 2019

Alors que de graves incendies continuent de détruire la forêt amazonienne, les tensions n'en finissent plus de grimper entre le Président français et le Président brésilien. Tout est parti d'un tweet publié par Emmanuel Macron le jeudi 22 août dans lequel le Président français qualifie cet événement de « crise internationale » et exprime son intention d'aborder le sujet à l'occasion du G7 alors imminent. Le Président d'extrême droite brésilien a aussitôt dénoncé une « mentalité colonialiste dépassée au XXI^e siècle ». Le lendemain, le Président français a accusé son homologue brésilien d'avoir menti au sujet de ses engagements environnementaux avant d'ajouter que la France s'opposait, dans ces conditions, « à l'accord Mercosur en l'état ». En réponse, le ministre brésilien de l'Éducation a copieusement insulté Emmanuel Macron sur Twitter, le qualifiant de « *crétin opportuniste qui cherche le soutien du lobby agricole français* ». Le Président brésilien a quant à lui relayé sur son compte Facebook un commentaire insultant à l'encontre du physique de Brigitte Macron. Le Président français a attendu la clôture du G7 pour déplorer l'attitude de son homologue brésilien, regrettant les « propos extraordinairement irrespectueux » de ce dernier à l'égard de son épouse avant d'ajouter « *C'est triste, mais c'est triste d'abord pour lui et pour les Brésiliens* ». Le Président brésilien a répliqué le lendemain : refusant l'aide financière annoncée par les membres du G7 pour lutter contre les incendies en Amazonie, il s'est dit prêt à discuter avec Emmanuel Macron si ce dernier « *retirait [ses] insultes* ».

Mercredi 28 août

Au Royaume-Uni, Boris Johnson annonce sa décision de suspendre le Parlement britannique de la mi-septembre jusqu'au 14 octobre, deux semaines avant le Brexit prévu le 31 octobre. Les députés et de nombreux membres de l'opposition ont dénoncé un coup de force visant à empêcher les députés de s'organiser pour tenter de s'opposer à une sortie sans accord de l'Union européenne. Le soir même, des manifestants se sont réunis à Londres pour dénoncer une mesure « antidémocratique ».

Jeudi 29 août

En France, trois militants d'extrême droite sont condamnés à six mois de prison ferme pour leurs actions anti-migrants menées en 2018 à la frontière avec l'Italie. Le tribunal de Gap a dénoncé des actes « extrêmement graves ».

**Dimanche
1^{er} septembre**

L'ouragan Dorian frappe les Bahamas. Il s'agit de l'ouragan le plus violent jamais enregistré aux Bahamas (catégorie 5). Le 7 septembre, le bilan humain provisoire s'élevait déjà à 43 morts mais des milliers de personnes étaient toujours portées disparues. Les images diffusées en boucle dans les médias montrent un paysage de désolation, bien loin des vues paradisiaques qui attirent les touristes dans cet archipel. Rétrogradé en catégorie 1, l'ouragan a ensuite frappé la côte des États-Unis avant de se diriger vers le Canada.

- Lundi 2 septembre** C'est la rentrée des classes en France pour les élèves des écoles, collèges et lycées. Plusieurs changements sont à l'œuvre en ce début d'année scolaire : outre la réforme controversée des programmes scolaires et du baccalauréat, la rentrée s'accompagne notamment d'un abaissement de l'âge d'instruction obligatoire de 6 à 3 ans et d'un dédoublement des classes de grande section, CP et CE1 dans les zones prioritaires.
- Mardi 3 septembre** Au Royaume-Uni, la situation se gâte pour Boris Johnson. Alors que ce dernier affiche fermement sa décision de sortir de l'Union européenne coûte que coûte, y compris sans accord, il affronte une opposition croissante qui gagne son propre camp conservateur. Ce mardi 3 septembre, en pleine séance parlementaire, le député conservateur Phillip Lee a publiquement fait défection en allant s'asseoir aux côtés des libéraux-démocrates. Dans les heures qui ont suivi, une vingtaine de députés conservateurs ont fait défection à leur tour et rejoint le camp des adversaires du No Deal, faisant par la même occasion perdre sa majorité au Premier Ministre.
- Mercredi 4 septembre** Au Royaume-Uni, la situation ne s'arrange pas pour Boris Johnson. Ce mercredi 4 septembre, une large majorité des parlementaires a adopté une loi visant à empêcher une sortie de l'Union européenne sans accord. Le lendemain, jeudi 5 septembre, le frère de Boris Johnson, opposé au No-Deal, démissionne de son poste de député et de ministre des universités et de la science. C'est un nouveau coup dur pour le Premier ministre britannique. Ce même jour, les députés rejettent la proposition du Premier ministre d'organiser des élections législatives anticipées (proposition qui, pour être validée, requérait les deux tiers des voix des députés).
- Mercredi 4 septembre** À Hong-Kong, la cheffe de l'exécutif hongkongais Carrie Lam annonce le retrait définitif du projet de loi tant controversé permettant les extraditions des condamnés vers la Chine. Cette décision intervient alors que Hong-Kong subit une crise politique sans précédent depuis 1997, date de sa rétrocession à la Chine. Au mois de juin, c'est ce projet de loi qui avait mis le feu aux poudres et suscité, durant trois mois, une mobilisation massive de la part de la population réclamant davantage de libertés.
- Vendredi 5 septembre** Au Royaume-Uni, la chambre des Lords adopte à son tour la loi visant à empêcher un No Deal, aggravant la crise politique qui déchire le pays. Ce texte contraint Boris Johnson à repousser de trois mois la date du Brexit (prévu le 31 octobre) s'il ne trouve pas d'accord avec l'Union européenne avant le 19 octobre. En réponse, Boris Johnson a annoncé qu'il préférerait « mourir au fond d'un fossé » plutôt que de repousser le Brexit.
- Samedi 7 septembre** Amber Rudd, ministre du Travail, quitte le gouvernement de Boris Johnson et le Parti conservateur au terme d'une terrible semaine pour le premier ministre britannique.

- Dimanche
8 septembre** À Hong-Kong, les militants pro-démocratie manifestent de nouveau ce dimanche, trois mois après le début des manifestations. De nombreux manifestants portent le parapluie symbolique du mouvement. Le cortège s'est dirigé vers l'ambassade des États-Unis pour solliciter l'aide de Donald Trump. Le soir, des heurts ont de nouveau eu lieu avec la police, moins violents cependant que ceux des semaines précédentes.
- Mardi 10 septembre** Aux États-Unis, le conseiller à la Sécurité nationale, John Bolton, démissionne de ses fonctions. Si le Président des États-Unis prétend avoir licencié Bolton, ce dernier affirme avoir présenté sa démission de lui-même, du fait de ses trop nombreux désaccords avec la politique étrangère de Donald Trump.
- Jeudi 12 septembre** En France, le président de l'Assemblée nationale, Richard Ferrand, est mis en examen pour « prise illégale d'intérêts ». Cette accusation concerne des faits commis entre 1998 et 2012, époque où l'actuel président de l'Assemblée nationale était directeur général des mutuelles de Bretagne. Richard Ferrand a reçu des messages de soutien de la part de la majorité gouvernementale.
- Vendredi
13 septembre** En France, l'ancien maire de Levallois-Perret, Patrick Balkany, est placé en détention à la prison de la Santé (Paris). Il avait été condamné en mai dernier à quatre ans de prison ferme et à dix ans d'inéligibilité pour fraude fiscale. Sa femme et première adjointe à l'époque, Isabelle Balkany, a été condamnée à trois ans de prison.
- Vendredi
13 septembre** À Paris, les agents de la RATP sont en grève pour protester contre la réforme des retraites. La mobilisation, particulièrement suivie, a paralysé le réseau ferroviaire de la région parisienne : une dizaine de lignes de métros ont fermé et peu de RER ont circulé.
- Samedi 14 septembre** En Arabie Saoudite, deux sites pétroliers du géant saoudien Aramco, situés à Abqaiq et à Khurais, ont été la cible d'attaques de drones. Ces attaques ont privé l'Arabie Saoudite de la moitié de sa production de pétrole, entraînant une envolée record des cours du pétrole. Si les rebelles yéménites Houthis ont rapidement revendiqué ces attaques, l'origine des frappes reste pour le moment très discutée. Les États-Unis attribuent ces frappes à l'Iran tandis que ce dernier dément fermement.

- Lundi 16 septembre** Au Luxembourg, le Premier ministre britannique et le président de la Commission européenne ont partagé un déjeuner. Jean-Claude Juncker et Boris Johnson ne s'étaient pas encore rencontrés depuis l'entrée en fonction de ce dernier. À six semaines de la date prévue pour le Brexit, ce déjeuner devait permettre de trouver une solution afin d'éviter une sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne sans accord (No Deal). À l'issue de l'entrevue entre les deux hommes, la situation ne semblait cependant pas avoir avancé.
- Lundi 16 septembre** En France, le Président français s'est exprimé en ces termes au sujet de l'immigration à l'occasion d'un discours prononcé devant 200 parlementaires et membres du Gouvernement issus de sa majorité : « *La question est de savoir si nous voulons être un parti bourgeois ou pas. Les bourgeois n'ont pas de problème avec cela : ils ne la croisent pas. Les classes populaires vivent avec* ».
- Mercredi
18 septembre** Au lendemain des élections législatives en Israël, les résultats sont extrêmement serrés. Le Likoud de l'actuel Premier ministre Benjamin Nétanyahou et son principal rival, le parti centriste Kahol Lavan mené par Benny Gantz obtiennent tous les deux 32 sièges, très loin donc des 61 sièges nécessaires pour dégager une majorité. Les deux partis vont donc devoir négocier pour former des alliances et convaincre le Président israélien, Reuven Rivlin, de leur capacité à constituer une majorité solide et à former une coalition.
- Vendredi
20 septembre** Un peu partout dans le monde, les jeunes se mobilisent pour lutter contre le réchauffement climatique et appeler les grands dirigeants à réagir. Des centaines de milliers de jeunes défilent donc dans les rues en cette journée planétaire intitulée « Friday for future » initiée par Greta Thunberg.
- Vendredi
20 septembre** À Bobigny (France), le procès de Jean-Luc Mélenchon s'achève après deux jours d'audience. Le leader de la France insoumise était jugé pour « actes d'intimidation contre l'autorité judiciaire, rébellion et provocation ». Les faits remontent à octobre 2018, date à laquelle Mélenchon et des membres de son parti s'étaient opposés à une perquisition menée dans les locaux de la FI.
- Samedi 21 septembre** À l'ONU, le premier sommet de la jeunesse pour le climat démarre ce jour, rassemblant près de 500 jeunes du monde entier.
- Lundi 23 septembre** Un sommet de l'ONU sur le climat s'ouvre à New-York, réunissant des dirigeants du monde entier. Invitée à prononcer un discours d'ouverture, la militante suédoise Greta Thunberg a interpellé, avec colère et émotion, les chefs d'État et de gouvernement réunis pour l'occasion. La suite du sommet s'est cependant soldée par des promesses vagues et peu convaincantes de la part des États présents. Alors que le Brésil et les États-Unis brillaient par leur absence, les pays présents n'ont pas pris de réels et sérieux engagements.

- Lundi 23 septembre** L'entreprise britannique Thomas Cook se déclare en faillite, suscitant l'inquiétude chez les 650 000 clients actuellement en voyage dans le monde et chez les 22 000 salariés du groupe. Le voyageur va demander son placement en redressement judiciaire.
- Mardi 24 septembre** Aux États-Unis, les démocrates annoncent leur intention de déclencher une procédure de destitution contre Donald Trump. Ils accusent ce dernier d'avoir sollicité le Président ukrainien pour mener une enquête sur Joe Biden, principal rival de Trump pour la présidentielle 2020.
- Mardi 24 septembre** Au Royaume-Uni, Boris Johnson essuie un nouveau revers. La Cour suprême britannique a jugé illégale la suspension du Parlement britannique qu'avait décidée le Premier ministre à l'approche du Brexit.
- Mardi 24 septembre** En Espagne, la Cour suprême a autorisé l'exhumation du chef d'État Franco, mort en 1975. Alors que la famille de l'ex-dictateur s'opposait à cette exhumation, le Gouvernement socialiste de Pedro Sanchez réclamait depuis des mois le transfert de la dépouille de Franco. Il souhaitait en effet fermer ce mausolée, devenu un lieu de rassemblement pour les nostalgiques de la dictature franquiste.
- Mardi 24 septembre** En France, une nouvelle journée de mobilisation contre la réforme des retraites aurait mobilisé près de 150 000 manifestants dans tout le pays selon les syndicats. Cette journée de mobilisation intervient après celles des avocats, des pilotes, des infirmières et médecins et de la RATP ces dernières semaines.